



COMMUNIQUE DE PRESSE

GESTION DU PLANETARIUM GALILEE EN DSP: LES INCOHERENCES DE PHILIPPE SAUREL.

Le retour en Régie publique de la gestion de l'eau est effectif depuis le 1^{er} janvier dernier pour 13 des 31 communes de la Métropole de Montpellier. Nous saluons cette décision pour laquelle le PG 34 a œuvré ces dernières années grâce notamment à l'action de René Revol. Or, à contrario, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 24 février a voté le principe de la mise en place d'une Délégation de Service Public (DSP) pour la gestion du planétarium Galilée. En clair, il s'agit de confier à un gestionnaire privé les commandes du Planétarium.

Attaché au caractère d'établissement public du planétarium Galilée dédié à la diffusion de la culture scientifique et à l'astronomie ainsi qu'à ses activités de service public d'éducation populaire, le PG 34 exprime son désaccord avec ce projet de privatisation.

Nous dénonçons une décision prise dans la précipitation hors de toute concertation sérieuse avec les usagers et les organisations du personnel, sans aucun débat au sein du Conseil de la Métropole. Nous exprimons des doutes sur les garanties exprimées oralement quant à la préservation du contenu des projets pédagogiques et scientifiques, du maintien de la tarification et de la priorité aux scolaires.

Nous réfutons l'idée reçue qu'une gestion confiée au privé est par nature plus économique et plus efficace que lorsqu'elle est publique. Comme l'eau, la culture est un bien commun précieux qui appartient à tous.

Nous appelons le Maire de Montpellier, Président de la Métropole, à prendre en compte les conséquences néfastes d'une DSP pour le planétarium Galilée et à reconsidérer cette décision hâtive.

Le Parti de Gauche ne manquera pas de suivre avec vigilance l'évolution de ce dossier dans les prochains mois.

Muriel Ressiguiet et Joël Vezinhet, co-secrétaires départementaux du PG 34.